

Le président turc , à l'approche du référendum sur l'augmentation de ses pouvoirs, s'oblige à hausser le ton , à menacer , à augmenter la pression



"Le monde entier suit ce qu'il se passe de très près. Si vous continuez de vous comporter de cette manière, demain, aucun Européen, aucun occidental ne pourra plus faire un pas en sécurité, avec sérénité dans la rue, nulle part dans le monde », a fustigé le président Recep Tayyip Erdogan.

La crise diplomatique entre la Turquie et l'Union européenne est à son summum après l'interdiction de plusieurs meetings pro-Erdogan de ministres turcs en Allemagne et aux Pays-Bas.

« Je m'adresse une nouvelle fois aux Européens [...]. La Turquie n'est pas un pays que l'on peut bousculer, dont on peut jouer avec l'honneur, dont on peut expulser les ministres », s'est insurgé le président Erdogan en affirmant qu'il faut « respecter les droits de l'homme et la démocratie ». On suppose que cela s'adresse aux Européens mais que cela n'est pas applicable pour la Turquie et les Turcs.

La tension monte entre le gouvernement turc et l'UE à l'approche d'un référendum sur le renforcement des pouvoirs du président turc, planifié pour le 16 avril 2017.

Le parti d'opposition belge a appelé à interdire les visites d'hommes politiques turcs en Belgique à l'approche de ce référendum sur le régime présidentiel en Turquie.

Les Pays-Bas ont expulsé la ministre turque de la Famille, en visite à Rotterdam, après avoir empêché la venue du ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, qui devait assister à un meeting de soutien au président Erdogan.

Le chancelier autrichien Christian Kern a déclaré qu'il empêcherait, « pour des raisons de sécurité publique », l'entrée dans le pays de responsables turcs pour des meetings en faveur du régime présidentiel en Turquie.

source :discours à Ankara